

## Retour à Pontoise

**L**e samedi 28 septembre 2020 à 18 heures, le téléphone mobile du patron du SCRC résonne. S'il comptait passer une soirée tranquille à Pontoise, c'est raté : c'est le commandant de la section de recherches de Grenoble. Le corps d'une jeune fille disparue depuis deux jours vient d'être retrouvé dans un ruisseau à Villefontaine en Isère. Victorine Dartois avait dix-huit ans.

Sa disparition deux jours plus tôt inquiétait ses proches, et surtout les gendarmes de la section de recherches de Grenoble. Pour eux, il s'agit d'un homicide, ce que confirmera très vite l'autopsie : elle a été noyée. Ces enquêteurs sont chevronnés, habitués aux grosses affaires. Mais ici il va falloir concentrer un maximum de moyens, car la mort de Victorine prend très vite une ampleur nationale. Il faut étudier toutes les hypothèses, relever les traces, tant qu'elles sont là. Et donc développer des moyens exceptionnels.

Certains de ces moyens exceptionnels se trouvent à Pontoise, au pôle judiciaire de la gendarmerie.

Ils se déclenchent en quelques heures à peine. Des femmes et des hommes bouclent leur sac et filent vers Villefontaine. D'autres, mis en alerte se mettent au travail.

D'un côté, les experts de l'IRC – des techniciens de haut vol – vont analyser toutes les traces recueillies sur le terrain, tous les prélèvements biologiques. De l'autre, les super enquêteurs du SCRC vont engager toutes leurs capacités à haute valeur ajoutée pour appuyer les investigations. Ils pilotent des drones enquêteurs pour fouiller le terrain, passent l'environnement de la jeune victime au peigne fin. Tout élément recueilli dans les fichiers exploités par le SCRC peut constituer une piste nouvelle d'investigations. Sa vie numérique et plus particulièrement sur les réseaux sociaux est passée au crible. A-t-elle déjà été victime d'une agression physique, d'un raid numérique. Le moindre détail a son importance.

Le SCRC projette une équipe spécialisée dans le traitement des vidéos. Tous les fichiers issus de la vidéosurveillance du centre commercial, de la commune, des commerces, des opérateurs de transport en commun sont collectés pour être analysés à Pontoise par une équipe spécialement formée à l'exploitation de ce type de données. Quel chemin a-t-elle emprunté ? Qui a-t-elle croisé le jour de sa disparition ? Qui est la dernière personne à lui avoir parlé, à l'avoir vue ? Autant de réponses qui se trouvent peut-être à la portée des yeux aiguisés des enquêteurs spécialisés du SCRC.

Avec l'appui des officiers de police judiciaire du SCRC, à compétence nationale, les investigations des enquêteurs de terrain vont former un véritable étau qui se refermera au plus vite sur un coupable. Près de 700 personnes sont contactées, 130 témoins auditionnés. Il s'agit de savoir aussi qui Victorine aurait pu rencontrer entre le moment où elle a quitté ses amis, vers 19 heures, et celui où elle

a croisé son meurtrier. Plus de mille automobilistes, des dizaines de piétons sont approchés. Tout est analysé, scruté par les analystes de Pontoise.

Le 16 octobre 2020 à l'aube, trois semaines après les faits, un homme de vingt-cinq ans est interpellé par le GIGN dans une station-service de Saint-Quentin-Fallavier. Peu après, il finira par avouer le meurtre.

L'engagement des femmes et des hommes du SCRC de Pontoise, a contribué à la résolution rapide de cette enquête. Ce service est certainement l'un des plus étonnants, et des moins connus de la gendarmerie. Il regroupe des enquêteurs discrets, aux savoir-faire rares : ce sont les enquêteurs de l'ombre.

\*

En 2015, le hasard d'une rencontre m'avait mené dans les pas des experts criminels de l'IRCGN, Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale.

Un incroyable lieu, où travaillent plus de 260 spécialistes de haut vol, qui interviennent dans les dossiers criminels : experts de la recherche de traces ADN, entomologistes, spécialistes en explosifs ou en matières chimiques dangereuses, en balistique, en véhicules...

J'avais alors découvert un monde scientifique extrêmement pointu, des femmes et des hommes parmi les meilleurs dans leurs domaines respectifs. Pendant des mois, je m'étais rendu à Pontoise, dans les vastes locaux qu'occupe l'institut, dans la ville neuve. Je me garais à peu près au même endroit, un militaire venait me chercher et me guidait jusqu'au bureau de l'expert qui m'attendait.

Pendant des mois, je n'ai pas prêté attention à un immeuble identique, en face. Au fil du temps, j'ai appris qu'il hébergeait le « SCRC ». Quand on côtoie les gendarmes, on rencontre vite des acronymes. Les TIC,

les PSIG, le DE, les « N-tech », les BMO, la SR ou la BT. À force, on en comprend certains, c'est tout juste si on ne les répète pas, comme si l'on était de la maison.

Mais le SCRC ?

Service central de renseignement criminel.

En me renseignant, j'ai appris qu'il y travaillait, (ils diront que c'est faux mais je le maintiens), quelques-uns des meilleurs enquêteurs, spécialistes du renseignement et des fichiers de la gendarmerie, presque tous officiers de police judiciaire intervenant sur tout le territoire national, en métropole et outre-mer, sur les affaires les plus anodines comme sur les plus médiatiques.

Ces femmes et ces hommes ne se livrent jamais. Exceptionnellement, ils ont accepté de me rencontrer et de se confier. Je les en remercie sincèrement. Ils m'ont fait confiance, m'ont raconté leurs riches parcours, ce qu'ils ressentaient et pourquoi ils agissaient. Confrontés à ce que la société connaît de pire, aucun n'a montré dureté, ni complaisance.

Ils sont habitués au silence et à agir sans renfort de publicité.

À l'heure qu'il est, je sais qu'ils continuent à remplir leurs missions, obstinément, prêts à passer des mois sur un dossier, à creuser les hypothèses d'enquête, ou à partir à l'autre bout de la France sur un coup de fil. Je voudrais leur dire toute ma reconnaissance et ma fierté d'être, même provisoirement, leur porte-parole.



Sciences du comportement

## On voit toujours pire

**A**u département des sciences du comportement, vous ne trouverez pas de grands tableaux où sont punaisées des photos de suspects aux mines patibulaires, reliées par des fils de laine rouge à des photos de victimes, semées de post-it et de flèches multicolores.

Vous n'entendrez personne se présenter comme « profiteur » ou « mentaliste », personne n'évoquera l'intuition fulgurante ou le flash qui leur a permis de découvrir un suspect totalement inattendu. Inutile d'essayer de savoir s'ils ont rencontré tel ou tel suspect dans une affaire ultra-médiatique, ils ne répondront pas.

Pourtant, voilà bientôt vingt ans que les femmes et les hommes de ce département travaillent sur les procédures les plus célèbres, deux décennies qu'ils doivent tenter de prouver la culpabilité des auteurs des crimes les plus violents et les plus sordides. Ils plongent dans les dossiers les plus terribles qui marquent durablement le public.

En apparence, rien ne permet de dire que le chef d'escadron Aline Pagès fait partie de cette petite dizaine de

gendarmes. C'est une jeune femme d'une trentaine d'année en jean et tee-shirt, plutôt sportive. Impossible de deviner la fonction. Au début, son regard fixe me gêne un peu, elle attend sagement mes questions avec une sorte de recul, comme si elle doutait de leur utilité. Peut-être qu'elle se méfie. Je l'apprendrai plus tard, certaines réactions l'étonnent parfois, la refroidissent.

Puis cette attitude change, la distance s'estompe et malgré la dureté des sujets abordés, je la verrai souvent sourire.

Donc, Aline Pagès est analyste comportementale au SCRC depuis plus de douze ans, d'abord à Rosny-sous-Bois puis ici à Pontoise.

\*

Son arrivée dans ce département ne doit rien au hasard, c'est un long parcours qui commence par l'obtention d'un diplôme de psychologue clinicienne. Avec cela, elle pourrait travailler en ville auprès d'enfants, être psychologue du travail ou exercer à l'hôpital, mais ce n'est pas ce qui l'intéresse.

Non qu'elle veuille devenir analyste comportementale (profileuse). Au moment où arrive la fin de ses études, en 1999, on connaît à peine ce métier, au travers de films comme *Le silence des agneaux* ou la série télévisée *Profiler* (aujourd'hui encore, le métier n'est pas officiellement répertorié en France et il n'y a pas de formation déterminée).

—Je n'avais pas du tout envie de travailler dans le milieu hospitalier, m'explique-t-elle, ni dans une unité de psychiatrie, ou dans un cabinet en libéral, à recevoir des patients toute la journée. Je voulais travailler dans le milieu judiciaire.

Ce projet se concrétise lors de sa dernière année d'étude, lorsqu'elle passe quatre jours par semaine dans une maison centrale de Poissy, dans les Yvelines.

Elle souhaite accompagner les détenus vers la réinsertion. La future gendarme pense qu'on ne peut pas laisser quelqu'un vingt ans en prison (ou moins) sans se préoccuper du jour de sa sortie. « Et on croise les doigts en espérant qu'il ne se passera rien », précise-t-elle. Mais en France, donner plus de moyens à la prison est un sujet brûlant, presque un tabou malgré des chiffres accablants quand on les met à plat<sup>1</sup>.

Bref, Aline Pagès se réoriente vers des études de criminologie avant qu'il ne soit trop tard.

Lors de sa spécialisation en psycho-criminologie, elle a appris l'existence d'une cellule d'analyse comportementale chez les gendarmes, alors à Rosny-sous-Bois. Ce n'est qu'une expérimentation à l'époque, mais qui l'intéresse : elle pourrait y mettre en application son futur diplôme de criminologie. Sa première demande de stage est refusée.

Un an plus tard, une fois son Master 2 en psychologie de la délinquance obtenu à l'université de Liège, elle revient à la charge. Cette fois, elle est acceptée.

Son entourage s'en étonne. Non parce qu'elle pourrait être confrontée à beaucoup de violence, à un métier très dur mentalement, mais ils s'inquiètent un peu pour son avenir. Tout ça leur paraît bien flou.

— Quand j'ai commencé la psycho, s'amuse-t-elle, on m'a toujours dit que c'était bouché. Moi, ça ne me semblait pas si bouché que ça, d'ailleurs aujourd'hui des

---

1. Alors que le budget de l'administration pénitentiaire est d'un peu moins de 400 millions d'euros annuels, (chiffres 2018 de l'Assemblée nationale), la délinquance coûterait 220 milliards d'euros (chiffres 2016 selon l'économiste Jacques Bichot).

psychologues, il y en a presque partout. En criminologie, on m'a dit la même chose.

Sur ce coup-là, sa famille n'a d'ailleurs pas complètement tort.

En arrivant au fort de Rosny-sous-Bois, la jeune diplômée découvre un département squelettique. On est très loin du FBI, de ses multiples sous-départements et de ses plusieurs dizaines d'agents !

Elle en sourit en encore :

— Quatre analystes pour toute la France, on peut dire que c'était un peu bouché.

\*

La voilà donc officier sous contrat, en compagnie de cette poignée de spécialistes, les pionniers en France de l'analyse comportementale. Aline Pagès n'entame bien sûr aucune enquête. Avant cela, ses recruteurs veulent s'assurer qu'elle tiendra la route. Pendant plus de six mois, un stage va l'amener à côtoyer pratiquement tous les services de gendarmerie qu'elle pourrait fréquenter plus tard, si elle était acceptée.

Elle dont la famille ne compte aucun militaire ou policier découvre tout, d'abord au groupement de gendarmerie du Val-d'Oise. Une journée au PSIG, les pelotons d'intervention, des petits GIGN au niveau local, une nuit au centre d'appel, des séjours en brigade territoriale, qui lui enseignent l'art d'être gendarme :

J'ai fait des patrouilles, m'explique-t-elle. J'ai vu comment les gendarmes vont au contact de la population, comment ils font remonter du renseignement, parce que c'est ça, le métier à la base : faire remonter du renseignement.

Ses pas l'amènent au bord des routes, pour contrôler les véhicules, puis auprès d'enquêteurs en brigade de



recherches, et enfin à la prestigieuse section de recherches de Paris, à la division « atteinte aux personnes » où elle passe deux mois.

Tout ce qu'elle voit conforte sa décision, elle passe donc les trois mois suivants à l'école des officiers de la gendarmerie, à Melun. Pas forcément ce qui lui a plu le plus, « enfiler un treillis et faire du sport », mais c'est un passage indispensable avant d'exercer vraiment son métier.

—Maintenant, quand j'y repense, je me dis que c'était sympa, sourit-elle, même si j'ai trouvé ça long sur le moment.

\*

En décembre 2008, Aline Pagès intègre donc le département des sciences du comportement avec le grade de sous-lieutenant.

Elle qui n'avait fait que peu de droit jusqu'alors se perfectionne et obtient « l'habilitation OPJ » au niveau national, ce qui lui permet donc d'intervenir sur n'importe quelle procédure criminelle (à condition évidemment d'être saisie par un magistrat). Bien sûr, elle n'est pas une enquêtrice comme une autre, et n'interviendra que sur certaines affaires bien spécifiques, nous y viendrons plus tard.

Le rôle d'une analyste comportementale est d'examiner le plus précisément possible le passage à l'acte.

Pour être plus clair, prenons un exemple : on retrouve sur le bord d'un chemin de campagne le corps sans vie d'une jeune femme. Elle a été agressée avec une extrême violence et porte de nombreuses traces de coups au visage, sur les bras et les jambes. Elle ne porte plus de vêtements, cependant le ou les meurtriers ont recouvert le cadavre de feuilles et de branches, à la hâte.

Lors de l'autopsie, le médecin légiste détermine que la jeune femme a été violée puis tuée à l'aide d'un couteau, avec un acharnement féroce. Il semble n'y avoir qu'un seul agresseur. Les vêtements dispersés sont retrouvés en bonne partie dans une décharge publique illégale à 3 kilomètres de là. Le téléphone portable de la jeune femme est retrouvé à demi détruit, sans doute à coup de bûches d'après les traces.

L'enquête détermine que cette jeune femme était mariée et avait un enfant, qu'elle habitait dans un lotissement d'une quarantaine de maisons, à 2 kilomètres à vol d'oiseau du bois où l'on a retrouvé son corps. Elle était membre du conseil municipal et exerçait dans un office notarial.

Un enquêteur de gendarmerie va réunir tous ces éléments pour essayer de savoir qui aurait pu commettre le crime. Il va interroger les proches de la victime, essayer de savoir si elle avait des ennemis, si elle avait reçu des menaces, fouiller son ordinateur et envoyer le portable détruit à l'IRCGN à Pontoise, pour essayer de savoir ce qu'il peut contenir. Des experts vont relever les traces sur la victime, l'ADN sur les vêtements ou les traces de pneu ou de pas dans le petit bois, etc.

Aline Pagès et ses collègues ne s'en occupent pas. Ce qui l'intéresse est le passage à l'acte. Comprendre comment les choses ont pu en arriver là, comment la victime et l'auteur se sont retrouvés face à face, à cette heure et à cet endroit.

Pour y parvenir (ou en tout cas essayer d'y parvenir), il n'y aura ni pendule ni lecture dans le marc de café. Elle doit décortiquer la scène de crime avec son propre regard. Le lieu et l'heure du crime, la personnalité de la victime, comment précisément elle a été tuée. Par exemple, pourquoi le couteau et pas autre chose. S'est-elle débattue ? Pourquoi le corps est-il caché dans un fossé sous des branches, plutôt que simplement abandonné ? Pourquoi

jeter les vêtements au lieu de les détruire ? Où sont les sous-vêtements qu'on n'a pas retrouvés ? Et ainsi de suite.

L'idée est de comprendre et d'essayer d'expliquer l'homicide, uniquement à partir de constatations matérielles.

— Qu'est-ce qui a entraîné la rencontre entre la victime et l'auteur ? énumère le chef d'escadron. Dans quel état d'esprit était l'auteur au moment du passage à l'acte, est-ce que c'est un contact fortuit, ou préparé ?

De tout cela, il ne ressortira pas de nom, mais des indications précieuses pour les enquêteurs :

— On va pouvoir déterminer l'intention de l'auteur quand il est venu au contact de la victime, les circonstances psychologiques dans lesquelles il se trouvait à ce moment-là, cette fameuse interaction criminelle. À partir de là, on pourra faire une description d'un type d'auteur.

Dans ce cas précis, on pourra supposer que l'auteur connaissait la victime puisqu'il a tenté de cacher son corps, que c'est un habitant de la région puisqu'il connaissait les accès, ou par exemple cette décharge où il s'est débarrassé des vêtements, qu'il n'est pas forcément connu pour des antécédents d'agression sexuelle, mais qu'il a peut-être fait des séjours en hôpital psychiatrique, etc.

Charge ensuite aux enquêteurs de prendre en compte l'analyse, et de plutôt orienter leurs recherches en fonction de ce profil.

— La dernière phase de notre rapport, m'explique le chef d'escadron, est de faire des suggestions d'investigation. On essaye de leur donner des pistes pour trouver l'auteur, le faire sortir du bois.

L'enquête reste à la main des gendarmes des sections ou brigades de recherches, mais les suggestions des analystes peuvent changer et accélérer les choses.

Par exemple, ils auront pu apprendre par l'enquête de voisinage qu'une voiture blanche de marque française

mais d'un modèle ancien a été vue plusieurs fois aux alentours du petit bois, jusqu'à la veille de l'homicide.

S'ils suivent les suggestions des analystes, ils vont donc chercher dans la région un homme au passé psychiatrique, qui connaîtrait d'une façon ou d'une autre la victime, et qui roulerait dans telle voiture de telle marque et modèle. Ce qui resserre évidemment beaucoup les mailles du filet.

Ici, l'exemple est purement fictif, et les éléments d'analyse assez grossiers. Mais la plupart du temps, les signes relevés sur le terrain sont bien plus subtils et il faut une solide expérience pour savoir les détecter.

\*

Quelques mois auparavant, le chef d'escadron Pagès est appelée avec son binôme pour un homicide, commis dans la banlieue d'une grosse ville de Bretagne.

Le corps d'une jeune femme a été découvert dans un pavillon, au cœur d'un lotissement comme il en existe tant. Plusieurs véhicules de gendarmerie sont encore garés devant la maison lorsque les deux gendarmes du SCRC y arrivent le lendemain. De nombreux prélèvements ont déjà été effectués mais ils tiennent à voir la scène de crime.

L'intérieur est banal, classique. Le cadavre a été emporté, mais le sol est maculé de sang. Le meurtrier s'est acharné, c'est d'ailleurs pour cette raison que le directeur d'enquête a fait appel aux experts du SCRC.

Aline Pagès et son collègue examinent ce décor morbide. Les volets sont encore ouverts et de grandes baies vitrées donnent sur l'extérieur.

— Pas de témoins ?

Leur interlocuteur secoue la tête. Dommage, car la maison n'est pas particulièrement isolée. Or, au moment des faits il faisait déjà nuit et donc, un passant aurait

pu voir, en entendant par exemple les bruits de lutte ou des cris.

Mais non : personne n'a rien vu ou entendu d'après les premiers renseignements obtenus.

Leurs pas les conduisent dans une salle de bain, à certains endroits maculés de sang. Des traces rondes, des traces de doigts qui commencent à brunir un peu. Et notamment, autour et sur un interrupteur, mais ce n'est pas celui de la lumière.

—C'est la commande du volet électrique, précise leur hôte. Ça a l'air d'être les doigts de l'auteur, on a prélevé le sang et les empreintes, on pourra faire la discrimination avec la victime.

Chose bizarre, l'analyste et son binôme remarquent immédiatement que le volet est fermé. Le meurtrier aurait pris le temps de le baisser après le meurtre – qui y a laissé de belles traces au passage.

Le chef d'escadron insiste :

—Donc, il n'a fermé que ce volet-là ? Il n'a pas touché aux autres ?

—Exactement, confirme l'enquêteur qui visiblement, n'accorde pas grande importance à ce détail.

Aline Pagès s'approche de la fenêtre de la salle de bain. Comme c'est presque toujours le cas dans ce genre de pièce, elle est très opaque.

Ce volet fermé a quelque chose d'incompréhensible. Elle y voit peut-être un fait de nature à éclairer le passage à l'acte.

En effet lors du drame, le meurtrier a laissé les volets grands ouverts, sans se soucier d'être vu ou pas. Par contre, en arrivant dans cette salle de bain *après les faits*, donc une fois que le plus grand danger est écarté pour lui, il trouve soudain important de baisser le volet électrique. Tout cela alors que la vitre est opaque, donc sans risque pour lui.